

Tartagueule à la récré



N° 152 janvier 2022 - Bulletin de la CNT Éducation Rhône et Ain avec le soutien de la CNT-PTT

Succès de la grève éducation du 13 janvier, Grève interprofessionnelle du 27 janvier...

LES RAISONS DE LA COLÈRE !

La grève massive de l'Éducation, jeudi 13 janvier dernier, a été un véritable succès avec des milliers d'écoles fermées, des manifestant-es nombreux-ses et avec le soutien des familles. Elle a été l'expression d'une profonde colère des personnels face à une situation devenue ingérable en raison notamment de l'empilement des protocoles sanitaires incohérents, souvent inapplicables, et surtout sans moyens concrets, matériels comme humains, affectés sur le terrain pour leur mise en œuvre. Tout cela dans une ambiance de mépris affiché virant à la maltraitance des personnels par un ministre de l'Éducation nationale dictant ses directives via la presse depuis ses vacances à Ibiza ! Un cocktail explosif qui a poussé tout le monde à bout et à dire « ça suffit ! » et qui s'est exprimé dans la rue !

Dans les faits, la crise sanitaire ne fait que mettre en lumière l'état dramatique de tous les secteurs de l'éducation dans de très nombreux domaines au plan humain comme matériel. Une situation qui est la conséquence des nombreuses années de politiques d'austérité budgétaire qui ont mis l'école en ruine. Plus généralement, cette situation révèle l'état des services publics dans leur ensemble, l'éducation comme la santé. La situation dans les hôpitaux étant tout aussi catastrophique, voire pire tant il est souvent question de vie ou de mort...

Dans l'ensemble des services publics et dans l'éducation en particulier, on touche aujourd'hui le fond, en terme humain comme de moyens et ce ne sont pas les quelques miettes que Blanquer a lâché au soir du 13 janvier qui changeront véritablement les choses. Seul un grand plan d'urgence pour l'école en débloquent de vrais moyens, humains et matériels, peut répondre à l'urgence de la situation ! La question des postes et des remplaçants est par exemple aujourd'hui centrale. Ce plan d'urgence pour l'éducation est d'autant plus tout à fait légitime quand on sait que Blanquer a « rendu » près de 700 millions d'euros au budget de l'État sur le budget de l'éducation entre 2020 et 2021. Autant d'économie de fait sur notre dos, sur nos conditions de travail et les conditions d'apprentissage des élèves. Tout cela pour en arriver là !

Il est important de donner une suite à cette mobilisation réussie et de l'inscrire dans une nécessaire convergence interprofessionnelle. La perspective d'une grève interprofessionnelle massive le 27 janvier prochain apparaît

clairement comme une suite à donner en posant la question des salaires, des moyens attribués aux services publics et plus généralement de la répartition des richesses produites. La question des salaires est en effet une question cuisante chez les personnels de l'Éducation nationale. Alors que l'inflation est de 4% cette année nos salaires sont de nouveau gelés, quasiment sans interruption depuis 2010. En 20 ans, les fonctionnaires ont perdu plus de 20% de leur pouvoir d'achat. Les hospitalier-ères ont réussi à obtenir une augmentation indiciaire nette de 183€ par mois mais malgré les nombreux efforts exigés toujours rien n'est accordé pour les personnels de l'Éducation nationale. Dans le même temps, les 100 milliards du fameux « plan de relance » ont massivement profité au grand patronat, enrichissant un peu plus les classes dominantes au profit de la crise. Pas un euro de cette manne financière n'est venue alimenter l'école publique !

Pouvoir d'achat, qualité de vie, reconnaissance de nos métiers, qualité des services publics sont des questions qui renvoient à des choix de société dont une des questions centrale est celle du partage des richesses.

Pour tout cela nous devons amplifier notre mobilisation et rejoindre les autres secteurs en lutte le 27 janvier dans la grève interprofessionnelle ! Forcer les capitalistes à payer et imposer un plan d'urgence pour refinancer les services publics ainsi qu'une augmentation des salaires, des minimas sociaux et sortir le monde du travail de la paupérisation !

**En grève jeudi 27 janvier !
Manifestation à 11h30, Gare
des Brotteaux, Lyon**



ÉLÈVES À LA RUE : DES POUVOIRS PUBLICS DÉFAILLANTS !

Les rentrées scolaires se suivent et se ressemblent avec leurs cortèges d'élèves sans toit. Une triste règle à laquelle cette année ne fait pas exception. L'annonce début septembre d'une programmation pluriannuelle par la Ministre du Logement, Mme Emmanuelle Wargon, laissait pourtant espérer une rupture avec la gestion au thermomètre et la logique d'urgence, tout aussi coûteuse pour la collectivité que socialement brutale et inefficace pour les familles sans-abri.

Dès le mois de septembre, le collectif « Jamais Sans Toit », qui fédère une soixantaine de comités de soutien aux élèves sans toit de la Métropole, a tiré la sonnette d'alarme en alertant les pouvoirs publics. L'alerte n'a pas suffi ! La générosité populaire (qui a permis de financer pour 20 000 euros de nuitées d'hôtel) a ses limites. Les établissements scolaires ont donc une fois encore servi de centre d'hébergement temporaire.

L'occupation des écoles ça paye !

À Lyon, la forte mobilisation des écoles a conduit la Ville de Lyon à annoncer un plan « zéro enfant à la rue » qui s'est finalement résumé à une classique mise à disposition de bâtiments issus du patrimoine municipal. Résultat : les 53 écolier·ères lyonnais, qui avaient trouvé refuge au sein des 12 écoles occupées cet hiver, ont été orienté·es par la Maison de La Veille Sociale en périphérie de Lyon, loin de leur école et de leur vie sociale, et jusqu'au mois de mars seulement. À Villeurbanne, l'occupation du Gymnase Cusset par le collectif de l'école Renan a permis en quelques jours de transformer un équipement municipal en centre officiel d'hébergement d'urgence. Une fois encore, le rapport de force a fini par payer, mais au prix d'un déploiement d'énergie herculéen !

La campagne d'hiver continue !

La situation est pourtant loin d'être réglée. En ce début d'année, ce sont encore 110 enfants au sein de la Métropole qui endurent des conditions de vie indignes, incompatibles avec le suivi d'une scolarité normale. Sans parler des 150 Mineur·es Isolé·es qui survivent sous tente, en squat ou dans des abris de fortune. Les 400 places supplémentaires créées par la Préfecture du Rhône fin novembre tarde à s'ouvrir et les nuits sont glaciales.

Mardi 1er février à 18h, un rassemblement festif est organisé devant le mur des lyonnais (situé à l'angle du quai Saint Vincent et de la rue de la Martinière - Lyon 1er).

Le collectif « Jamais Sans Toit » rappellera à l'État et la Métropole leurs obligations de mise à l'abri à l'occasion de l'anniversaire de l'appel lancé à l'hiver 1954 par l'abbé Pierre.



« Tartagueule à la récré », comme l'ensemble des publications de la CNT, est rédigé et maqueté par des militant·e·s après leur journée de travail. Notre syndicat, refusant toute bureaucratisation, fonctionne sans permanent·e·s et sur la base de la rotation des tâches, afin que chacun·e s'implique concrètement dans la vie du syndicat.

Pour rester en contact avec la CNT, recevoir des Tartagueule ou adhérer, envoyez-nous un mail à educ69@cnt-f.org

